

**FUMEZ**  
LES  
**Cigarettes**  
**JOB**

# LA TRIBUNE INDOCHINOISE

Organe officiel du Parti Constitutionnaliste Indochinois

Paraissant les Lundi, Mercredi et Vendredi

DIRECTEURS POLITIQUES : BUI-QUANG-CHIÊU & NGUYEN-PHAN-LONG

RÉDACTION & ADMINISTRATION : 72, RUE LA GRANDIÈRE - SAIGON

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE  
Tribunindo

TÉLÉPHONE : 696  
Boîte postale 138

TARIF	
DES ABONNEMENTS	
Un an.....	12\$
Six mois.....	7
Trois mois....	4
Annonces légales :	
0 \$ 50 la ligne de	
6 points sur 11 caractères	
Annonces commerciales :	
A forfait	

## L'idée impériale française et la paix (1)

Nous sommes bien le pays de la juste des mots et des propos subtils (*gallus dicendi peritus*). Notre langue, merveilleuse de souplesse (on ne s'en douterait guère, à nous lire) s'y prête excellentement quand elle est maniée par un artiste du verbe. M. Maurice Reclus en est un et ce doit être une joie pour ses collègues du Conseil d'Etat que de l'entendre discourir sur un point de droit.

Dans son étude sur la « notion d'empire français », nous l'avons quitté au moment où il invoquait notre pacifisme impérial « en quelque sorte absolu », comme une garantie de paix mondiale. Et nous dûmes lui rappeler son déconcertant oubli de l'adhésion nécessaire des races en tutelle, pour la solidité de cette œuvre de paix que son idéalisme nous esquissait.

Il poursuit cependant en ces termes : « Ce pacifisme, dira-t-on, est à base d'intérêt. Mais nous voudrions savoir ce que serait une œuvre de paix qui ne correspondrait pas à l'intérêt des pacifistes. L'idée de paix est empreinte d'idéalisme, comme l'idée de progrès. »

Sans doute, mais à la condition que cette paix n'ait point l'assise fragile d'un idéalisme qui ferait tomber le grand marché de la liberté d'autrui. Autrui, c'est, ici, 18 millions d'Annamites pour la France, 320 millions d'Hindous et 12 millions d'Égyptiens pour l'Angleterre, 8 millions de Philippins pour l'Amérique, en ne tenant compte que des principaux groupes de revendications.

Lors donc que M. Maurice Reclus associe dans un idéalisme commun l'idée de paix et l'idée de progrès, comme fondement essentiel du pacifisme impérial, comment expliquer qu'il néglige cet autre fondement plus essentiel encore, qu'est la liberté d'autrui ? Car la liberté, elle aussi, porte dans son flanc, tant de fois meurtri, un idéalisme fécond. Mais, contrainte et méconnue, prenez garde qu'elle ne rigisse et qu'elle ne trouble cette paix que vous nous promettez ! Il faut en tenir compte dans tout plan constructif de sociétés humaines.

Rien ne s'oppose à ce qu'une fois cette précaution prise, l'idéalisme colonial se montre « utilitaire », mais notre « intérêt impérial », entendez-le bien, ne deviendra un facteur de la paix mondiale qu'à cette condition que vous fassiez place à la liberté, à défaut de quoi il ne serait plus qu'un brandon de discorde, une torche incendiaire.

Et dire qu'après la lacune que nous venons de signaler, c'est sous la plume de M. Maurice Reclus lui-même que nous trouvons cette phrase riche de sens :

« Le propre des thèses simplistes est qu'elles tendent à l'extrémisme. » Ce n'est pas nous, éminent confrère, qui contredirions ce postulat que votre sagacité veut bien réserver à l'attentive méditation du lecteur. Nous en faisons, quant à nous, notre profit...

La démonstration de M. Maurice Reclus se poursuit sereine et confiante en l'excellence de sa thèse. Il serre la question, qui en vaut assurément la peine :

« Ce qui est débattu, précise-t-il, ce n'est pas le droit abstrait de toute nation, quelle qu'elle soit, à l'empire en général ; c'est le droit d'une nation donnée à prétendre à un état impérial donné, dans des conditions données. Or ce droit, pour la France, une base solide, un triple fondement. Il repose 1° sur la préexistence de notre état impérial, 2° sur les sacrifices que nous avons consentis pour y accéder, 3° sur les services rendus. »

Et vous appelez cela une base solide !

Mais qu'importe donc la préexistence de l'état impérial, si vous en écarterez a priori la question de moralité juridique ?

Qu'importe la préexistence d'un état de fait en relation avec une entreprise déterminée, si celle-ci viole le droit d'autrui, dans son principe même !

Montrez-nous d'abord que cet état impérial, « d'un idéalisme utilitaire », a respecté le droit d'autrui, la liberté d'autrui, avant d'en faire un titre acquisitif pour celui qui en réclame le bénéfice.

Les sacrifices consentis pour y accéder ?

Commencez par justifier la légitimité de l'entreprise.

Les services rendus ?

A ceux dont le droit fut violé ?...

Vous passez trop complaisamment l'éponge, en vérité, sur l'acte initial de brutalité sanglante, d'où est sorti cet état impérial, dans votre hâte à vous prévaloir d'atténuations subalternes — et le plus souvent dictées par la seule crainte des soubresauts de la victime ! Sont-ce là des « services rendus » — quand, au surplus, c'est avec l'argent et le travail — souvent forcé — de cette victime que l'on réalisa des améliorations qui lui profitent moins qu'à son impérial maître ?...

Nous voici bientôt proche de la conclusion de M. Maurice Reclus. Encore un petit effort de patience, lecteur annamite, pour qui j'écris.

Le sujet peut te paraître ardu, dans cet exposé hâtif et rétréci. Mais il importe avant tout qu'un gardien de but ne laisse point le ballon toucher le filet — ce ballon ne fut-il qu'un ballon d'essai...

Si le colonialisme de conquête arrivait, à la faveur de trop d'indolence de notre part, à répandre dans l'opinion française, à coups de sophismes, la croyance à la légitimité de la force, c'en serait de tout rêve de justice et de libération pour les races et les peuples asservis ! Ils n'auraient plus qu'à demander l'aman à leurs maîtres et à implorer d'eux le pardon, pour avoir osé espérer en la justice des hommes !...

Jacques DANLOR.

(1) Voir la Tribune Indochinoise du 1er Octobre 1930

## Nouvelles de l'Annam

### Une tentative des communistes

Huê, 1er Octobre. — Dans la nuit du 30 Septembre au 1er Octobre, une bande de communistes venant de la région de Da-Tho, province de Vinh, a tenté d'approcher de Do Luong, vers 1 heure. Elle s'est heurtée aux avant-postes de la légion étrangère, qui prévoyait l'attaque. Des salves en l'air ont amené la dispersion immédiate de la bande. Une arrestation a été opérée. Au cours de leur retraite, les communistes ont allumé des incendies de la région de Da Tho.

### 200 communistes détruisent la maison d'un capitaine de port annamite

Dans la même nuit, à Cua-Hoi (province de Vinh), une autre bande de 200 communistes environ a détruit la maison du capitaine de port annamite, après avoir coupé la ligne téléphonique.

## Nouvelles du Tonkin

### Un avion capote au Nord de Vinh

Hanoi, 1er Octobre (Arip). — Un des avions chargés de la surveillance de la région du Nghê-Tinh a fait un atterrissage brusque, à la suite d'une panne de moteur, dans la rizière, à une dizaine de kilomètres au nord de Vinh. L'appareil a capoté ; les deux sous-officiers aviateurs qui l'occupaient sont légèrement contusionnés.

### Un nouveau convoi de 80 condamnés est dirigé sur Poulo-Condore

Un nouveau convoi de 80 individus condamnés à des peines de travaux forcés par la commission criminelle ont été embarqués dans la matinée sur le *Claude Chappe* à destination de Poulo-Condore.

## M. le Résident de Takéo serait-il atteint de «soudanité»?

Il est une maladie spéciale dont sont souvent atteints les fonctionnaires coloniaux que l'éloignement ou la faiblesse du pouvoir central laisse livrés à eux-mêmes. A force d'user et d'abuser d'une autorité sans contrôle, ces fonctionnaires en arrivent à n'admettre aucune limite à leurs pouvoirs et s'abandonnent aux caprices, souvent dangereux, parfois sanguinaires d'une mentalité de despote. Comme cette maladie s'est manifestée plus particulièrement au Soudan, en Afrique, on lui a donné le nom de «soudanité» ; mais elle sévit également, bien que moins répandue, en Indochine. Témoin le cas du Résident de Takéo.

Dans notre numéro de lundi, nous avons narré la désinvolture avec laquelle ce fonctionnaire, trouvant que les pap ers d'un camion de transport en commun qu'il rencontrait fortuitement sur son chemin n'étaient pas en règle, fit démonter la magnéto et l'emporta à la résidence, sans se soucier le moins du monde du sort des voyageurs qu'il abandonnait délaissés sur place.

Voici un autre exploit de ce même résident qui, faisant preuve d'un manque complet de savoir-vivre, a fait arrêter et incarcarer une dame Annamite naturalisée Française. Voici dans quelles circonstances. Samedi dernier, M<sup>me</sup> Lê-công-Hoàng, veuve d'un huyen de la Cochinchine naturalisée française, se trouvait dans la plantation de Pram-Kok (Takéo), lorsque, à six heures du matin, un Cambodgien, se donnant pour le *mékhum* de l'endroit, vint lui réclamer les impôts dus par ses coolies et par elle-même. Ne connaissant pas le quidam, M<sup>me</sup> Lê-công-Hoàng répondit au visiteur qu'elle était disposée à payer la somme due au Fisc cambodgien mais qu'il devait justifier de la qualité dont il excitait. L'autre lui répartit qu'il n'avait pas de justification à lui fournir et, avisant un gamin de 16 ans, qui n'avait pas, et pour cause, de carte d'impôt, l'arrêta incontinent et sans autre forme de procès.

M<sup>me</sup> Lê-công-Hoàng envoya immédiatement un mot au gouverneur cambodgien de la province pour lui demander si l'individu qui s'était présenté dans sa plantation était bien un *mékhum*. Ne recevant pas de réponse de la part du gouverneur et s'inquiétant à bon droit de ce silence, elle se rendit en automobile au chef-lieu où, après un interrogatoire sommaire, M. Paris, le Résident, la mit en état d'arrestation et la mit, non seulement en prison, mais encore en cellule comme une criminelle coupable des pires forfaits. Elle ne fut remise en liberté que le soir, sans avoir rien mangé de la journée. Son gendre a été également arrêté et maintenu en prison on ne sait encore pour quel motif.

Il est à souligner qu'en la circonstance le Résident de Takéo avait affaire à une femme honorable et de plus Française de par la loi. En se conduisant à l'égard de M<sup>me</sup> Lê-công-Hoàng comme il l'a fait, M. Paris a foulé aux pieds, non seulement les règles élémentaires de la galanterie française, mais encore les lois et les règlements en vigueur en la matière, car aucun texte ne lui donnait le droit d'en user cavalièrement avec une Française en lui appliquant illégalement le code de l'indigénat.

Est-ce que les chefs hiérarchiques de M. Paris n'ont pas rappeler ce potentat au petit pied à une plus juste compréhension de ses droits et de ses devoirs ? Serait-il, par hasard, *tabou*, comme on le chuchote au Cambodge, parce qu'il est le protégé du Résident Supérieur, qui le couvre envers et contre tous ?

### La remise du territoire de Weihaiwei par l'Angleterre aux autorités chinoises

Le 1<sup>er</sup> Octobre, devant un public considérable, a eu lieu la remise solennelle du territoire de Weihai Wei par l'Angleterre aux autorités chinoises. Les drapeaux des deux nations ont été hissés côte à côte, puis le drapeau britannique a été définitivement amené au moment du coucher du soleil. La cérémonie a eu un caractère très cordial.

La seule réserve est que les Britanniques conservent pour 10 ans le droit d'user de certains édifices comme hôpital maritime et lieu de repos pour la marine de guerre.

## Un autre général Boum Boum

La presse cochinchinoise possède au moins, à ma connaissance, un autre général Boum Boum ; c'est M. G. Mignon, directeur de l'*Impartial*. Tout comme M. de Lachevrotière, avec, il est vrai, un peu moins de violence, celui-ci réclame une répression à outrance.

Dans l'*Impartial* de mercredi, M. Mignon s'en est pris à moi, en m'accusant de faire avec M. Bui-quang-Chieu, dans un but électoral, des avances aux extrémistes tout en rasant les modérés en affichant un « loyalisme » à tous crins.

M. Mignon force la vérité, il lui donne même sans galanterie des crocs-en-jambe en me mettant d'office dans la catégorie des « loyalistes » à tous crins et dans le même sac que les communistes. Mon attitude au Conseil Colonial et dans ce journal inflige à son assertion le plus formel démenti. Je persiste à croire et à soutenir qu'il a soutenu que la manière forte seule ne pourra pas rétablir le calme et la tranquillité dans ce pays. Je persiste à croire et à soutenir que l'heure appelle des réformes destinées à améliorer le sort de la masse ainsi que le statut politique de l'élite.

A l'appui de ma thèse, j'ai reproduit des extraits de la *Volonté indochinoise*, qui a constaté en propres termes l'inefficacité de la répression. Il paraît que le seul fait pour moi de faire état de cette constatation pour en tirer la conclusion qui s'imposait constitue une apologie de la révolte, dont j'aurais essayé de faire une « épopée », en même temps qu'un défi aux autorités françaises.

En guise de conclusion, M. Mignon a demandé la tête de M. Bui-quang-Chieu et la mienne. Ces philosophes sont vraiment féroces, quand ils s'y mettent, car le directeur de l'*Impartial* est licencié en philosophie.

Que veut-on que je réponde au réquisitoire de M. Mignon ? Je ne peux qu'opposer une fois de plus mon opinion à la sienne au risque d'ennuyer mes lecteurs. Tout essai de justification de ma part serait interprété par M. Mignon comme un acte de lâcheté ou de trahison camouflée sous une des protestations de loyalisme dont mon contradicteur me reproche d'être prodigue et dont, au contraire, j'ai conscience d'être fort avare, au point de m'en être totalement abstenu jusqu'ici.

## M. de Lachevrotière n'est pas dégoûté

Naturellement, M. de Lachevrotière s'est empressé de sauter sur l'occasion que lui offrait M. Mignon pour triompher. Il l'a fait, comme toujours, sans modestie. Il se vante d'avoir « affolé de terreur » pour quelque temps les mauvais bergers du constitutionnalisme.

M. de Lachevrotière se croit bien terrible ; il en est tellement persuadé qu'il se regarde dans une glace, surtout sous le harnachement du soldat en tenue de campagne, il est capable de causer à lui-même une si grande frayeur qu'il se sauvera à toutes jambes, sans toutefois aller jusqu'aux antipodes, car il s'arrêtera à Colombo.

Mais si le courage de M. de Lachevrotière n'est pas à l'épreuve des balles et des obus, son estomac est par contre solidement accroché comme celui de l'autruche. C'est ainsi que, après avoir souligné « le spectacle répugnant » de gens bavant — c'est nous — sur la France, il ramasse avec un plaisir visible les restes de M. Mignon, dont « l'écoeurement ne lui déplaît pas ». Pouah ! quand le cœur se soulève, l'estomac est obligé de se « soulager » peu ou prou, et il ne faut pas être dégoûté pour partager après coup un écoeurement et se délecter de ses effets « répugnants ».

Voilà au moins un genre de courage qu'on ne peut pas dénier à M. de Lachevrotière.

Nguyen-phan LONG.

## La Chine va réclamer à la France la rétrocession de Kouang-Tchéou-Wan

Ayant enfin réalisé la reprise du territoire à bail de Wei-hai-Wei, le D<sup>re</sup> C. T. Wang, Ministre des Affaires Étrangères, annonce qu'il réclamera à la France la rétrocession de Kouang-Tchéou-Wan.

## M. Hearst le grand trusteur des journaux américains a été expulsé de France

Des radios ont annoncé, il y a un mois environ, l'expulsion de France de l'éditeur de journaux américains Hearst. Celui-ci est aux Etats-Unis, avec le sénateur Borah, un ennemi acharné de la France. Voici ce que dit L'Œuvre au sujet de cette expulsion.

Dans les premiers jours du mois d'août, un arrêté d'expulsion était pris par le président du Conseil, ministre de l'Intérieur, contre M. Hearst, propriétaire de nombreux journaux aux Etats-Unis. La mesure n'avait pu être suivie d'effet, l'intéressé se trouvant alors à l'étranger. Elle lui a été notifiée avant-hier dans le palais voisin de la Place de la Concorde où il était descendu à son retour à Paris. Un délai de vingt-quatre heures lui a été imparti. Mais M. Hearst n'en a pas profité. Il est parti, sans tarder, pour Londres, où il est arrivé, avant hier soir, à 23 heures, élanant domicile au Savoy-Hôtel.

On sait que M. Hearst a fréquemment inspiré de ses journaux une attitude hostile envers la France, mais aucune sanction ne fut prise à son égard avant le mois dernier. D'après un communiqué du ministère de l'Intérieur, la mesure eût été, avant-hier, à l'origine la seule prise, l'an dernier, par M. Hearst dans la soustraction et la publication d'un document secret relatif aux négociations navales franco-anglaises.

## Randomph Hearst fait des déclarations plutôt arrogantes

Londres, 2 septembre. — William Randomph Hearst, qui vient d'être expulsé de France, a fait, cet après-midi, les déclarations suivantes aux journalistes :

« Je n'ai aucune plainte à formuler. Les fonctionnaires français ont été extrêmement polis ; ils m'ont dit que j'étais un ennemi de la France et que je constituais un danger sous son ciel. Cette déclaration m'a donné une haute idée de mon importance. Ces messieurs m'ont dit que je pouvais rester quelque temps encore en France, mais le désir que j'ai de me consacrer à l'œuvre que j'ai entreprise pour la grande nation française, que l'Amérique avait déjà sauvée durant la guerre et que je saurais, une fois de plus, par mon départ, être réassemblé à un homme qui n'annonce qu'il devient aveugle et qui répond que cela lui est égal parce qu'il a déjà vu tout ce qu'il voulait voir. »

« Je leur ai répondu que je ne voulais pas prendre la responsabilité de mettre en danger la grande nation française, que l'Amérique avait déjà sauvée durant la guerre et que je saurais, une fois de plus, par mon départ, être réassemblé à un homme qui n'annonce qu'il devient aveugle et qui répond que cela lui est égal parce qu'il a déjà vu tout ce qu'il voulait voir. »

« Effectivement, j'ai tout vu en France, y compris quelques « performances » gouvernementales très intéressantes. J'ai alors demandé à l'ambassadeur de M. Tardieu d'exprimer au Premier ministre français lui-même, mon admiration pour la merveilleuse vigilance qu'il apporte à protéger la France du péril de « mon intrusion » et nous nous sommes séparés avec une courtoisie digne de la Régence. Cette scène a été un peu ridicule, mais bien française. Le raisonnement de mes rapports avec la France, pour employer l'expression diplomatique, a été la publication du traité secret anglo-français par la presse Hearst. Il y a deux ans, cette publication empêcha quelques sottises internationales, tout en mettant en danger la publicité américaine. Le gouvernement français avait raison de me rendre la pareille, mais tout à fait tort quant à sa conduite envers M. Moran qui n'était que mon agent. Je pense pourtant qu'il faut attribuer la mesure prise contre moi surtout à l'attitude générale de la presse Hearst, qui s'est opposée à l'entrée des Etats-Unis dans la Société des Nations et à leur participation à un pacte de protection. »

« De même, il se peut qu'une légère irritation ait été provoquée par la déclaration publiée dans nos journaux, à savoir que la France, maintenant la nation la plus riche du monde, pourrait employer une partie des paiements au titre des réparations au rembourquement de sa dette envers les Etats-Unis. »

« Si le fait d'être un journaliste compétent et un sujet américain loyal me rend en France une personne non gracieuse, je ne puis endurer cette situation sans perdre le sommeil. »

« En fait, toute cette affaire me rappelle l'histoire d'un jeune homme plutôt efféminé qui, allant rendre visite à sa bonne amie, la trouva dans les bras d'un autre jeune homme. Le jeune homme efféminé se rendit alors dans la salle d'entrée de l'appartement et prenant le parapluie de son heureux rival, déclara : « — Et maintenant, j'espère qu'il pleuvra. »

« Comme vous le voyez, pour que la politique nationale française « de revanche » soit un succès complet, il faudra que nous ayons de la pluie. »

## Après les incidents de Duc-hoa Arrestations de suspects

Depuis le 25 Septembre, un certain nombre d'individus suspects ont été arrêtés dans la région de Duc-hoa pour participation au double assassinat de Huu-Thanh. — L'enquête fait des progrès. Il est permis d'espérer que les auteurs de ce forfait seront bientôt livrés à la justice.

## Un pillard tué dans sa fuite par les miliciens

Le nommé Nguyen-van-Phi, un des auteurs du pillage de la maison Commune de Tanh-loi (Tanan) a été surpris par des miliciens en tournée. Sommé par eux de se rendre, il a pris la fuite. Les miliciens ont fait feu sur lui et l'ont tué.

## En Chine La nomination des membres du Conseil de Gouvernement

### Plus de dancings à Nanking

Shanghai, 2 Octobre (Arip). — Tandis que le grand port international de Shanghai soutient vaillamment sa réputation de ville des plaisirs et inaugure chaque semaine de nouveaux lieux de réjouissances publiques, Nankin au contraire se puritainise, si l'on peut dire. Avant que n'éclatent les hostilités qui se poursuivent actuellement, le gouvernement national avait déjà pris des mesures très sévères contre l'opium, les maisons de prostitution et même les fameux bateaux de fleurs qui avaient rendu célèbres quelques arroyos de la ville.

Un décret paru récemment interdit dorénavant la danse elle-même. Il s'agit, bien entendu, de la danse européenne car le théâtre chinois ne comporte pas de chorégraphie qui soit passée dans les mœurs populaires. Cette décision vise à réaliser un prompt redressement des mœurs. La capitale, selon Chiang-Kai-Shek, doit offrir un exemple au reste du pays et c'est par une réglementation spartiate que les autorités pensent y parvenir.

Des exceptions sont prévues pour le cas de réceptions dans les consulats ou représentations diplomatiques étrangères.

### Les exportations de thé chinois en U.R.S.S.

Le bulletin mensuel économique publie que le gouvernement chinois consacre une longue étude à la situation actuelle de l'exportation du thé. On sait l'importance qu'avaient des Russes dans ce domaine avant la guerre et la Russie étant une grande consommatrice de thé, les Soviets eux-mêmes étaient restés pour la Chine es principalement pour les villes du moyen Yangtsé d'excellents clients. A Hankow et à Kinkiang, dans les dernières années encore, les mêmes riches firmes russes s'occupaient de ce négoce, firmes qui, avant la guerre, contrôlaient pratiquement tout le commerce de thé du Yangtsé. Depuis la venue de Borodine à Hankow en qualité de dictateur de la Chine révolutionnaire, le destin avait tourné pour les vieux exportateurs qui, sur un mot d'ordre venu de Moscou, avaient été boycottés par les Chinois eux-mêmes et avaient dû céder la place à de nouvelles organisations créées par les services extérieurs du commerce d'Etat russe. Cependant les anciens propriétaires, grâce à leur expérience profonde du marché indigène, sont demeurés les meilleurs conseillers de ces nouveaux acheteurs et continuent de faire des profits considérables.

Le bulletin national n'entre pas naturellement dans ces considérations. Il se contente de constater avec satisfaction qu'en dépit du boycottage annoncé l'an dernier au moment de la crise de l'Est-Chinois, les Russes ne sont pas parvenus à se passer du thé chinois et exportent d'une façon sensiblement égale à l'avant-guerre.

Mais certains centres exportateurs naguère encore florissants comme Tiensin, Kiukiang, Ningpo, Canton, ont dû céder le pas à Hankow qui maintenant traverse, à ce point de vue, une prospérité inconnue précédemment. Une des raisons de la suprématie de Hankow a été l'établissement dans cette ville d'une manufacture pour la fabrication des briquettes de thé pressé à destination de la Russie soviétique.

On se rendra compte de l'importance de ce négoce en considérant qu'une expédition récente se montait à 1.300 tonnes pour la seule journée du 23 Août (70% en briquettes et le reste en thé vert) d'après l'agence Kuo-Wen. Des expéditions de cette importance prennent tous les quinze jours environ le chemin de Vladivostok.

### A la recherche du Panda

Shanghai, 3 octobre — M. F. T. Smith est bien connu dans le nord du Tonkin, au Yunnan et au Szechuen pour les chasses qu'il a organisées à la recherche de divers animaux plus ou moins fantastiques, le tigre bleu qui n'existait que dans l'imaginaire de populations arriérées et le panda. M. Smith vient d'arriver à Shanghai pour se rendre de nouveau au Szechuen où le délégué du musée de Chicago (Field Museum) afin qu'il capture un panda. Il compte tout au moins en trouver un squelette comme ont fait il y a deux ans MM. Théodore

Hanoi, 2 Septembre (Arip). — Le Gouverneur général Pasquier a nommé membres titulaires du Conseil de Gouvernement de l'Indochine :

Pour l'Annam, S. E. Nguyen-huu-Bai, Ministre de l'Intérieur, président du Conseil du Comat.

Pour le Cambodge, S. A. Royale le Prince Suramarith, Ministre de l'Agriculture.

Pour le Tonkin, S. E. Hoang-trong-Phu, Tong-Doc de Ha-Don.

Pour la Cochinchine, le D<sup>re</sup> Le-quang-Trinh, ancien vice-Président du Conseil Colonial.

Pour le Laos, S. E. le Tiao Pétasath, dignitaire du royaume de Louangphrabang.

Les membres suppléants désignés sont :

Pour l'Annam, S. E. Vo-Liem, Ministre des rites.

Pour le Tonkin, S. E. Vu-ngoc-Hoanh, Tong-Doc, conseiller à la cour d'appel de Hanoi.

Pour le Cambodge, S. E. Okhra koun-Thon, suppléant au Ministre du Palais.

Pour la Cochinchine, Bui-thé-Xuong, Doc phu en retraite.

Pour le Laos, S. E. Thao-Kou, Chao-Muong de Khong.

Le conseil de gouvernement se réunira, selon l'usage, à l'issue de la prochaine session du grand conseil des intérêts économiques et financiers de l'Indochine.

### Le départ des délégués du Grand Conseil

Les délégués de la Cochinchine au Grand Conseil des Intérêts Économiques et Politiques de l'Indochine ne pouvant pas partir pour Hanoi par la route mandarine, étant donné le très mauvais état de la route coloniale N° 1, s'embarqueront vraisemblablement sur le *Claude Chappe* des Messageries Maritimes.

M. Krauthimer partira également sur ce même navire.

et Kelmit Roosevelt ; mais leur exemplaire étant incomplet n'a pas permis de classer cet animal. S'agit-il d'une énorme variété d'ours ? On sera tenté de le croire en examinant les reconstitutions qu'on trouve à Paris (2). Londres (2) et New-York (1), mais tous ces exemplaires ont été fabriqués si l'on peut dire, en partant de peaux achetés à des indigènes et aucun savant européen n'a jamais vu un panda en chair et en os.

M. Smith compte bien y réussir prochainement et confirmer ainsi sa théorie, selon laquelle le panda serait étranger à toutes les espèces actuellement vivantes et représenterait un type d'animaux complètement disparus.

### Nordistes s'élèvent contre la censure nankinoise

L'an dernier, le correspondant en Chine du « New-York Times » M. Abend, recevait du gouvernement national l'ordre de quitter le territoire chinois dans le plus bref délai pour avoir écrit sur les désordres intérieurs de ce grand pays et la valeur de ses dirigeants, des choses qui n'avaient pas eu l'heur de plaire aux chefs du Kuomintang. Estimant ne jamais avoir outrepassé les limites de la critique courtoise, M. Abend refusa d'obtempérer. Le gouvernement interdit au télégraphe chinois d'accepter les dépêches de M. Abend. Celui-ci fut soutenu par son journal, qui lui donna une importante promotion.

La tenacité du correspondant américain se trouve aujourd'hui récompensée. Les autorités nordistes viennent en effet de revenir sur la décision prise par Nankin l'an dernier. M. Tchou Ngao Sian, qui remplit à Pékin les fonctions de Ministre des Affaires Étrangères, a vu là une excellente occasion de se rapprocher de la presse étrangère, qui, de toute évidence, a fort bien accueilli cette décision. En même temps, M. Tchou s'est livré à une diatribe violente contre les procédés dictatoriaux dont use Chiang-Kai-Shek à l'égard des journaux, comme des Chambres de commerce et des simples particuliers. M. Tchou condamne énergiquement la censure officielle et annonce que les nordistes, eux, sont pour la liberté de la presse.

Il n'en est pas moins vrai que la presse du nord continue d'être aussi farouchement et unanimement nordiste que la presse du sud est sudiste.



# Crédit Foncier de l'Indochine

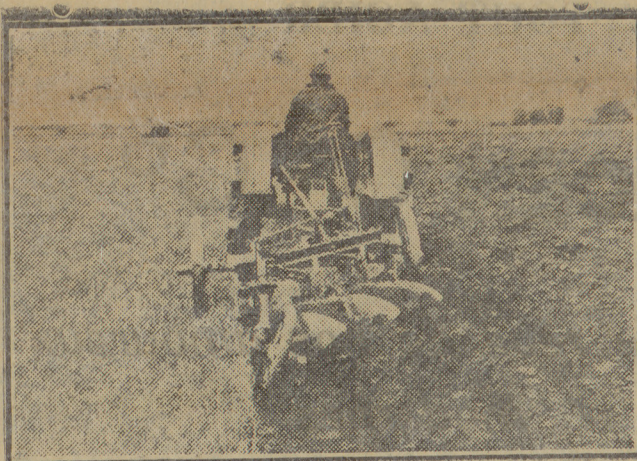


# SOCIÉTÉ ANONYME POINSARD & VEYRET

Paris — Saigon — Phnompenh — Haiphong — Hanoi

Représentants de Matériel &amp; Machines Agricoles

Tracteurs Agricoles, Allis-Chalmers Company-Milwaukee (U.S.A.)



Ces tracteurs comportent tous les perfectionnements modernes et sont fabriqués en grande série, ce qui permet un prix de vente relativement bas. Ils peuvent être transformés en "TRACTEURS à CHENILLES" par adjonction de chenilles. Ils peuvent également être munis de roues industrielles avec bandages en caoutchouc. Ils fonctionnent au pétrole ou à l'essence au choix.

On trouve sur place des pièces de rechange usuelles et l'outillage de service. Essais à domicile faits sur demande.

Pompes élévation et irrigation "RATEAU" à meilleure marque française. Différentes dimensions et débits de 200 à 10.000 m³ par heure.

Installation fixe et mobile plusieurs pompes ont été achetées par la Société agricole et industrielle du Thap-Muoi qui en est très satisfaite.

Dévis d'installation sur demande. Pour tous renseignements s'adresser à la

SOCIÉTÉ ANONYME POINSARD & VEYRET  
121, Boulevard Charner, 121  
SAIGON



## A VENDRE

Magnifique terrain à bâtir de 1 ha. 15 de forme rectangulaire en bordure d'un chemin vicinal à Phu-Nhuân.

PRIX À DÉBATTRE

S'adresser au bureau du Journal

## ÉCOLE VIOLET DE PARIS

École des Ingénieurs Électriciens  
LABORATOIRES DE PREMIER ORDRE

Pour tous renseignements s'adresser

au Docteur GUILLAUME

32, rue d'Amsterdam Paris (8e Arr.)

Le Docteur GUILLAUME fera visiter

l'École aux personnalités annamites

de passage à Paris

## BANQUE DE L'INDOCHINE

PRIVILÉGIÉE FONDÉE EN 1875  
Société Anonyme au Capital de 72.000.000 de francs

Capital appelé... Frs 68.000.000

Montant global des réserves au 31 déc. 27... 101.000.000

Directeur Général: M. René THION DE LA CHAUME

Siège Social: 96 Boulevard Haussmann, Paris (VIII)

SUCCURSALES & AGENCES

CHINE

CANTON

PORT-RIARD

HONGKONG

MONTEZ

PEKIN

SIANGHAI

TIENTSIN

YUNNANPOU

INDOCHINE

SAIGON

BATTHANG

CANTHO

HAIPHONG

HANOI

THANH-HOA

HUE

NAM-DINH

PHOM-PENH

QUINSON

TOURANE

VINH

AUTRES SIÈGES

BANGKOK

BIRME

CELEBES

INDONÉSE

INDONÉSE

INDONÉSE

INDONÉSE

INDONÉSE

INDONÉSE

INDONÉSE

INDONÉSE

INDONÉSE

## Các nhà hát nên chú ý

Rạp hát Thành-Xương đường Boesse số 121, của ông Huyện Cần cầu mướn, mấy đêm thường thì 40 p.00 còn đêm thứ bảy 60 p.00

Hát bộ Annam

Ngày thường 35 p. 00

Ngày thứ bảy 60 p. 00.

Nếu qui ông qui có cần dùng xin do nơi số 14, đường Lacotte, như qui vi mướn trọn tháng tính rẻ hơn.

## Tissage de soieries et Teinturerie

Pierre LÊ-PHAT-VINH

TÉLÉPHONE No 467

SPECIALITÉS DE :

SATINS, PONCÉS DE CHINE

ET TUSSONS

SOIERIES SPÉCIALES

POUR LES FEMMES ANNAMITES

## M. Piétri précise l'esprit du décret qu'il vient de signer sur le travail obligatoire des indigènes aux colonies

(Du « Journal »).

Ce matin paraît, au Journal officiel, un décret portant réglementation du travail obligatoire aux colonies, pour des fins d'intérêt public. Cette question a donné lieu à une vive controverse, en France, lors de la construction du chemin de fer de l'Afrique Equatoriale française. Au même moment la conférence du travail s'en saisissait à Genève, et préparait le texte d'une convention internationale. Mais le projet présenté, cette année, au Bureau international du travail donnait lieu à de telles impossibilités d'application et portait si nettement atteinte à nos droits de souveraineté que nos délégués, favorables au principe, durent s'abstenir, lors du vote, sur l'ensemble du texte. Pourtant, désireux de ne pas retarder l'exécution d'une réforme, élément notable de notre œuvre civilisatrice, la France a adopté une réglementation qui, applicable dès maintenant, la place, en cette matière, à la tête des autres nations.

A M. François Piétri, ministre des colonies, nous avons demandé de nous dire le sens du nouveau texte.

— Vous venez de contresigner, avons-nous dit au ministre, un décret sur l'organisation du travail obligatoire aux colonies. Pouvez-vous nous indiquer les raisons pour lesquelles cette question se pose dans nos colonies?

— L'exposé des motifs de mon décret, nous répond le ministre, complète les indications, forcément sommaires, du communiqué du dernier conseil. La question du travail obligatoire, dans nos colonies d'Afrique, est une de celles qui retiennent le plus mon attention. Remarquez que cette appellation, consacrée par Genève, est rejetée par notre terminologie administrative, qui y substitue à dessein celle de « travail public obligatoire ». Le travail forcé est celui de la corvée et du bagne, et il ne comporte, par définition même, aucune rémunération. Il en est tout autrement de la main-d'œuvre que nous employons, en Afrique Equatoriale par exemple. Elle est recrutée par voie de réquisition, c'est entendu, mais uniquement pour des ouvrages d'intérêt public et moyennant le même salaire que celui des ouvriers bénévoles.

« Il faut ignorer, du tout au tout, les mœurs des indigènes de ces contrées pour imaginer qu'on puisse s'y passer de cette forme du travail. Dépourvus de besoins, enfoncés dans une inertie séculaire qui les a, d'ailleurs, prédisposés à de graves maladies, il serait impossible, sans une contrainte semblable, de les faire contribuer à une prospérité dont ils se sentent, ramenez-les bien, les premiers et les plus surs bénéficiaires. Ainsi le portage, ce fléau de la race noire, véritable résidu de l'esclavage de jadis, ne cessera complètement qu'avec la route et le rail. Cette route, ce rail, n'est-il donc pas normal, n'est-il pas bien-faisant d'obliger l'indigène, dans son propre intérêt, à prêter la main à leur construction?

Entente, oui

Contrôle, non

Nul civilisé, de bonne foi, ne peut donc songer à s'élever contre le principe du travail obligatoire aux colonies. Pourquoi faut-il que la dernière conférence du travail à Genève se soit si fort agitée, autour d'un problème qui apparaît, d'autre part, au premier chef, comme relevant du droit de souveraineté? C'est ce que M. François Piétri veut bien nous expliquer :

« Je trouve très naturel que le Bureau international du travail, qui dirige un grand Français, Albert Thomas, se préoccupe de la question du travail forcé aux colonies. Il faut éviter que certaines nations abusent de la formule.

« La France ne redoute rien d'une réglementation sévère du travail colonial. Elle pratique le travail obligatoire, dans quelques-unes de ses possessions, exactement comme l'ont pratiqué ou le pratiquent encore, dans nombre de leurs, la Belgique, l'Angleterre ou la Hollande. Elle a le juste orgueil de son œuvre coloniale, et elle accepte de l'étaler et d'en justifier même devant une quarantaine d'autres puissances qui n'ont pas un arpent de colonie et qui (ceci soit dit sans aucune mauvaise humeur), ne sont peut-être pas extrêmement qualifiés pour participer à ces sortes de débats.

« Mais attention ! l'entente internationale, oui. Contrôle international, non. Des comptes rendus, des rapports annuels, pourquoi pas ? Nous en fournissons bien sur la journée de huit heures ou sur le rap des ouvriers... Mais des inspections sur place, c'est autre chose, et ici se pose un principe de souveraineté sur lequel nous n'entendons pas transiger.

Pourquoi nous n'avons pas voté la convention de Genève

— Est-ce à cause de cela que nos délégués, pourtant favorables au principe, se sont refusés à voter la convention ?

— Pas précisément. La pierre d'achoppement de la conférence a été la question dite du deuxième contingent. On appelle ainsi, à Madagascar et sur certains points de l'Afrique Occidentale, les effectifs de pionniers, levés en vertu du droit de conscription militaire (que nul ne nous conteste) et que nous utilisons aux constructions des routes et à des ouvrages analogues. La France ne saurait admettre qu'on assimile cette institution à du travail forcé sujet à une réglementation quelconque. Il est surprenant qu'on nous reconnaisse la faculté de mettre un fusil dans les mains d'une recrue et qu'on nous refuse celle de lui confier une pioche.

Le bon sens, comme aussi notre dignité nationale, se dressent contre cette insoutenable prétention, consacrée pourtant à une très faible majorité par la conférence. Ce sont des soldats français, j'entends français de France, qui ont fait une grande partie des routes et des pistes de plusieurs de nos colonies ; a-t-on jamais songé à y voir une forme de l'esclavage et du point de vue social le plus orthodoxe, cette conception du militaire collaborant aux travaux de la paix et à l'essor économique d'une région n'est-elle point hautement honorable ?

« En tout cas, je le répète, nous ne pouvions accepter, a priori, cette déviation d'un débat international vers les questions de souveraineté pure, et c'est la raison pour laquelle, à notre très vif regret, nous avons dû, avec la Belgique, le Portugal et l'Inde britannique, nous abstenir de signer une convention dont je suis le premier, sur presque tous les autres points, à apprécier le bien-fondé et l'intérêt civilisateur.

La méthode française

Voici qu'apparaît le loyal aspect de la politique coloniale française. Loin de songer à profiter des délais ainsi obtenus, la France, par le nouveau décret, rend applicable dans les pays de sa souveraineté, les principales dispositions de la convention en préparation. Notre pays garde ainsi la place qu'il occupe à la tête des autres nations en matière colonisatrice.

M. François Piétri, en termes précis, nous le confirme : — C'est cela même, et rien ne saurait mieux attester notre loyalisme vis-à-vis de l'esprit de Genève et notre volonté continue d'appliquer, en matière de travail obligatoire, des directives qui sont depuis longtemps les nôtres. De ce qui était une pratique déjà fort raisonnablement appliquée par les gouverneurs locaux, le décret fait une règle uniforme et impérative : interdiction rigoureuse de requérir la main-d'œuvre pour des fins privées, obligation stricte du juste salaire, des soins médicaux, de la nourriture et du couchage appropriés : tous les arrêtés concernant cette main-d'œuvre soumis au visa préalable du ministre ; enfin, dominant le tout, l'indication formelle que ces méthodes sont temporaires et qu'on doit s'acheminer partout à la suppression aussi prochaine que possible d'un mode de travail qui justifie seules les nécessités du premier établissement.

— Cette réglementation semble venir à point à la veille des grands travaux d'emprunt qui permettront de donner à nos colonies toute la prospérité dont elles sont susceptibles, condition de l'amélioration du sort des indigènes ?

— Sans doute, et j'espère que, dès sa rentrée, la Chambre voudra bien reprendre le débat sur l'emprunt colonial, que le décret de clôture a interrompu. M. André Tardieu prête une grosse importance à cette partie du programme du cabinet, et il m'a grandement secondé dans ma tâche.

« J'ai le dessein de demander, en même temps, au Parlement le vote du projet Maginot sur l'inspection générale du travail aux colonies, qui viendra compléter heureusement la réglementation dont nous venons de nous entretenir.

« Mais n'allez pas croire que les travaux d'emprunt nécessiteront un appel nouveau de main-d'œuvre obligatoire. A la vérité, cette forme de travail, même au Congo, tend à disparaître et, sur le chemin de fer en construction du Brazzaville-Océan, il y a quelques années, a usé de forts effectifs d'ouvriers réquisitionnés, nous avons aujourd'hui 1.700 à 1.800 travailleurs volontaires, sans compter les 600 ou 700 Chinois si heureusement recrutés par M. Maginot et qui s'acclimatent parfaitement.

## A la S. D. N.

Une déclaration de M. Briand sur le désarmement

Dans un discours prononcé devant la commission de désarmement, M. Briand a déclaré que la position de la France à l'égard du problème du désarmement ne change pas et demeure conforme à l'esprit et à la lettre du pacte de la S. D. N. Certains pays n'ont pas une position purément théorique, mais des obligations spéciales, surtout quand certaines manifestations viennent de troubler l'atmosphère européenne. Si nous ne prenons pas souci de ces rumeurs, nous manquerions aux devoirs les plus sacrés. La France estime que le pacte de la S. D. N., dans son article VIII, constitue un engagement formel, dans les conditions mêmes de cet article, c'est-à-dire qu'il conviendra de limiter les armements dans la proportion où la sécurité sera réalisée et elle ne pourra être réalisée que par le jeu de ces trois termes arbitrage, sécurité et désarmement : « La France avait en 1914 une puissante armée active de 810.000 hommes et le service de trois ans. Elle a réduit la durée du service à deux ans, puis à 18 mois, puis à un an. Elle a abaissé ses effectifs à 550.000 hommes. Voilà sa contribution aux obligations du pacte. Cela ne la dispense pas d'autres efforts, mais il importe que justice lui soit rendue.

« Je ne peux pas oublier cependant que, tandis que tombaient de nos lèvres des paroles de concorde et de collaboration des clameurs montaient et apportaient en réponse des cris de haine et de mort. Faut-il que nous en soyons satisfaits ? Faut-il que nous en tenions compte ? La prudence consiste à s'attacher à la doctrine constante de la S. D. N. qui tient en trois mots : Arbitrage, Sécurité, Désarmement. Est-ce à dire que nous resterons dans la situation actuelle ? Non ; mais les peuples ne doivent pas désarmer pour préparer de nouvelles guerres.

M. Briand demande pourquoi M. Curieux n'a pas développé les raisons de son abstention et ajoute : « Nous espérons que les peuples se détourneront des excitations malsaines et se tourneront vers la paix ; mais il faut considérer la situation en face II est nécessaire de serrer les rangs. Le projet de la commission est modeste, mais de bonne volonté, nous nous emploierons à travailler en vue d'un accord, dans l'espoir que les événements évolueront vers la paix et feront naître des possibilités nouvelles. Présentement nul ne peut soutenir sérieusement la thèse du désarmement préliminaire. La France ne se détournera pas de la doctrine traditionnelle : Arbitrage, Sécurité, Désarmement, car hors de cette doctrine il n'y a ni paix ni sécurité.

« A la suite de ces déclarations, les délégués de la Hongrie, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne ont pris la parole.

La lenteur de la réduction des armements crée une situation « insupportable »

Le Comité Apponyi a insisté sur la situation « insupportable » qui résultait de la lenteur de la réduction des armements pour les états dont les armements ont été réduits par les traités de paix.

Le maintien des armements sera un danger pour la paix

M. Curieux déclare que selon lui, le maintien des armements à un niveau élevé constitue pour la paix un danger plus considérable que leur réduction, qui lui paraît parfaitement possible dans les conditions actuelles.

C'est ce qu'il ne croit pas nécessaire de fixer dès maintenant la date de la réunion d'une conférence pour le désarmement, dont la préparation doit être aussi minutieuse que possible. Arbitrage, Sécurité, Désarmement, doivent selon lui marcher de pair.

La S. D. N. approuve le rapport sur le trafic de l'opium

L'Assemblée de la S. D. N. a approuvé ce matin à l'unanimité un rapport de M. Cesaire, délégué de l'Espagne, sur le trafic de l'opium et des autres drogues nuisibles. Elle a décidé d'inviter tous les gouvernements à appliquer les recommandations de la Société des Nations en ce qui concerne la surveillance et la répression du trafic illicite des stupéfiants et d'inviter tous les états membres ou non de la S. D. N. à la conférence pour la limitation de la fabrication des stupéfiants, convoquée pour mai 1931.

Le Siam veut offrir l'hospitalité à la conférence sur l'opium à fumer

Le prince Varavadya (Siam) rappelle qu'une conférence sur l'opium à fumer doit avoir lieu en 1932 et annonce que le gouvernement siamois est prêt à offrir l'hospitalité à cette conférence qui pourrait ainsi se réunir là où le problème se pose.

Il se confirme que l'Assemblée terminera ses travaux vendredi, M. Briand partira jeudi pour Paris.

« Voyez-vous, les colonies en sont au stade définitif : celui des grands travaux. L'ingénieur vient continuer l'œuvre du soldat et du commerçant et parachever l'œuvre grandiose entreprise depuis cinquante ans. Mais son action implique une organisation minutieuse et intérieure du travail. Tout doit tendre à ce but, et la France ne saurait laisser avancer par personne dans les voies de l'humanité et du progrès social.

M. François Piétri a terminé son exposé. Comme conclusion, il renouvellera, en nous remerciant, son ardent désir de se montrer le bon serviteur de la cause coloniale.

Jean TOURENE.

## NOUVEL ARRIVAGE

VENTE RÉCLAME

Ballon en véritable cuir, réglementaire 8°50

Raquette N-V-T. (Fabrication William) 9°50

## MAISON NGUYEN-VAN-TRAN

94-96 Bd Bonnard - SAIGON

Téléphone n° 178

**MOTEUR Ruston**

Super-diesel va Semi-diesel

Năm và đùng, chạy bằng dầu mazout không đốt

**MOTEUR Gardner**

Diesel va Semi-diesel

Năm và đùng, chạy bằng dầu mazout không đốt

Thiên nhiên về máy xay lúa gạo, đã bán rồi nhiều cái đang trên đường tiêng.

Canot chạy bằng dầu, dầu lửa và mazout, bốn tốc độ cao nhất từ 15 đến 50 mã lực.

Ngày tiếp thị: GIACHUC SAIGON

Ngày tiếp thị: Nguyễn-văn-Chức

25-27 rue Colonel Grimaud - SAIGON số 832

## BULLETIN des crues du 3 Octobre 1930

POSTES	DATES des observations	PLUS HAUTES MERS				DATES des plus hautes eaux en 1929
		aux dates des observations	les jours précédents	minima P.H.E.	maxima aux mêmes dates P.H.E.	
Luangprabang	29-9-30	780	796	076	1114	1675 22-8
Vientiane	id.	710	723	013	1012	1332 25-8
Savannakhet	id.	790	778	008	915	1375 27-8
Kông	id.	605	613	013	510	737 27-8
Strungtreng	27-9-30	1005	089	089	740	1080 30-8
Sambor	id.	966	966	035	700	1060 1-9
Phnompenh	id.	1026	1017	190	1081	1099 5-9
Snoectroa	id.	1040	1080	339	1217	1218 25-9 (N.G.)
Tanchau	29-9-30	534	460	330	592	16-9
Chaudoc	id.	460	460	110	582	583 21-9
Longuey	id.	328	335	154	357	379 23-9 id.
Phnompenh	id.	191	115	355	389	389 9-10 id.
Kachgia	id.	197	270	141	246	291 11-7 id.
Thonot	id.	270	270	192	312	322 2-10 id.
Cantho	id.	262	137	301	317	317 3-10 id.
Cantho	id.	172	244	094	150	181 3-10 id.
Duatho	28-9-30	242	233	148	280	262 8-6 id.
Daingai	id.	272	243	202	350	342 28-1 id.
Vinhthanh	id.	312	185	225	355	367 33-10 id.
Sadee	29-9-30	248	160	149	287	299 23-10 id.
Vinhthanh	id.	224	199	094	242	250 22-10 id.
Travinh	id.	224	237	049	248	272 20-10 id.
Caibé	id.	207	112	028	252	282 7-8 id.
Mytho	id.	165	127	121	252	278 4-10 id.
Tanan	id.	105	072	140	163	22-10 id.
Benue	id.	122	119	081	146	152 23-10 id.
Phuan	id.	093	139	055	127	161 14-1 id.
Koga	id.	119	053	062	123	159 18-10 id.
Nuiai	id.	0-8	113	030	100	142 23-10 id.
Cap-St-Jacques	id.	062	092	039	084	112 19-11 id.

## Société nouvelle des phosphates du Tonkin

32, Bd de la Somme, 32 - Saigon

Registre du Commerce N° 155

QUELQUES RÉFÉRENCES

Essais de cultures exécutés en Cochinchine en 1929

PROVINCE DE MYTHO

Essai organisé chez M. Nguyen-thien-Tam, Propriétaire à Cai-lay, Mytho avec du phosphate 19/21 (500 kilos à l'hectare).

Rizières haute, sablonneuse, alluvée Variété cultivée : Lua Nang Phét.

BILAN

	FUMES	TERMIN
Rendement en gias à l'hectare	98 gias	45 gias
Rendement en paddy à l'hectare	2.263 kilos	1.012 kilos
Poids du gias de paddy	24 —	22 1/500
Valeur de la récolte (à 1950 le gias)	152.900	65.500
Prix du phosphate	23.00	0
Bénéfice	65.500	0



## Société Annamite de Crédit

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 250.000 \$

SIÈGE SOCIAL: 54-56, rue Pellerin, Saigon  
Agence — Vinhlong

Adresse télégraphique:

Téléphone: 748

## CREDITANA

— Ouverture de comptes de dépôts à vue appelés « Comptes courants » de chèques, en piastres et en francs, portant intérêt à 4% l'an.

— Ouverture de comptes spéciaux appelés « Comptes d'épargne » en piastres et en francs portant intérêt à 5% l'an. Comptes pour épargnants, remboursables sur demande, « sans préavis, ni délai ».

— Ouverture de comptes de « dépôts à échéance fixe » portant intérêt à 6% l'an, pour dépôts d'un an. Ces dépôts peuvent cependant être retirés à tout moment, mais ils seraient alors assimilés aux comptes courants et ne rapporteraient qu'un intérêt de 4% l'an pour le temps écoulé depuis le jour où ils sont effectués jusqu'au jour de leur retrait.

— Emission de chèques et transfert par courrier et par câble sur la France.

— Service spécial de paiements mensuels aux étudiants annamites en France.

— Avances spéciales aux jeunes gens désireux de compléter leurs études en France ou à l'étranger (renseignements sur demande).

— Avances sur simple caution et sur garanties réelles.

— Ouvertures de crédits à l'étranger pour l'importation.

La SOCIÉTÉ ANNAMITE DE CRÉDIT se tient à l'entière disposition de nos compatriotes pour tous renseignements qu'ils peuvent désirer sur les opérations bancaires et commerciales.

HUYNH-DINH-KHIEM, Président d'Honneur.

TRAN-TRINH-TRACH, O. Vice-Président d'Honneur.

TRUONH-TAN-VI, Président du Conseil.

NGUYEN-TAN-VAN, Administrateur-délégué.

NGUYEN-HUU-DO, Dr. TRAN-NHU-LAN, NGUYEN-DUC-NHUAN, P. NGUYEN-VAN-THOM, NGO-TRUNG-TINH et VO-HA-TRI, Administrateurs.

Le Directeur statuaire,  
P. L. V. GONG

## MOREL & C<sup>ie</sup>

Les successeurs des  
ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

DE SAIGON

4, BONNEFOY &amp; Cie et de BONADE &amp; Cie

Maison fondée en 1893

MANUFACTURE DE:

CARRÈRES EN CIMENT, MOSAIQUES  
VÉNITIENNES, POTELUX, DALLES  
EN CIMENT, FOSSES RÉPÉTITIVES, etc.REVÊTEMENTS DE MOSAÏQUE DE MAR  
BRE POUR MURS, ESCALIERS, PAR  
QUETS, etc.Bureaux: 1, Rue d'Avoy  
angle de la rue Mac Mahon

SAIGON

Téléphone: 113

Adresse télégr.: Indus-Saigon

Coda:

Lugagne-Bantley &amp; A. Z. François

Dames et entreprises  
Quai de la Marine  
Saigon-Khach-haiCETTE MARQUE EST  
UNE GARANTIE

Institution de la Marne

(Ancien pensionnat Huynh-van-Cho)

AVENUE DE LA MARNE CHOLON

Classes à partir du Cours

Supérieur jusqu'à la 4<sup>e</sup> Année

Complémentaires

PROFESSEURS:

Trần-van-Thach, licencié ès lettres  
d'Enseignement.

Hô-van-Ngô, Ecole Centrale.

Phan-van-Chanh, externe des hô-  
pitaux.Ngô-quang-Huy, bachelier ès  
lettres, étudiant en droit.Vo-thanh-Cu, bachelier ès lettres  
ancien instituteur.Lê-trung-Nghia, Diplômé de l'Eco-  
le des Beaux Arts.Lê-van-Luong, Diplômé de fin  
d'Etudes Complémentaires.Trần-van-An, étudiant en let res  
ancien instituteur.Adresse correspondance et mandats  
à M. Trần-van-An,  
Administrateur

Boîte postale N° 37

## L'Eglise catholique ignore le préjugé de couleur

Nous avons dit à plusieurs reprises et démontré par des faits que les « indigènes » ne sont pas affligés, aux yeux de l'Eglise catholique, de la tare originelle de la couleur. Voici des pages extraites du Bulletin des Missions qui font ressortir de façon éclatante cette vérité.

### Un Evêque Japonais parlant aux siens!

Mgr Hayasaka, Evêque de Nagasaki, est, nos lecteurs le savent, Japonais: il est même le seul Japonais qui, à l'heure actuelle, ait reçu le caractère épiscopal.

A l'occasion de la nouvelle année, Mgr Hayasaka a publié dans sa revue diocésaine un article très frappant qui montre avec quelle franchise un Evêque, originaire et citadin du pays où il exerce sa charge pastorale, peut parler au Gouvernement de son pays sans être entravé par les considérations qui gêneraient un étranger et lui rendraient difficile de parler sur ce qui n'est à un peuple différent du sien et à un Gouvernement dont il n'est pas le sujet. Voici une traduction de la partie principale des déclarations de Mgr Hayasaka:

« Ce fut une année pleine de conditions, pleine aussi d'un manque de principes et de fin. Le Gouvernement a voulu déclencher un mouvement général pour élever le niveau culturel du peuple; — finalement, le mouvement n'a été qu'une tentative d'utiliser le Shintoïsme, pour atteindre ce but et, ainsi, de faire de la propagande pour le Shintoïsme, qui, après tout, n'est qu'une religion primitive.

« Le Gouvernement a déclaré dogmatique: « En vérité le Shintoïsme n'est pas une religion! » Et, pourtant, il prescrit, dans les temples shintoïstes, des fêtes et cérémonies tout à fait religieuses; et le ministre des cultes viole le droit divin garanti au Peuple Japonais par l'article 280 de sa Constitution, le droit de liberté de conscience, en forçant tous les élèves à assister dans les temples shintoïstes à pareilles cérémonies et fêtes religieuses.

« Voici, depuis le mois d'octobre, qu'il y a des « affaires » à cause des cérémonies prescrites pour le culte à distance du Ise-Temple, ainsi que des visites imposées aux temples. Et, comme les journaux vous l'ont appris, depuis ce mois, de graves conflits et des persécutions ont éclaté à Nagasaki et à Oshima, spécialement contre les écoles et les étudiants catholiques.

« Pour moi, ces circonstances me causent plutôt de la joie; sans doute, elles offrent l'occasion de défendre notre foi; mais aussi elles offrent l'occasion de faire comprendre au peuple, aux chefs de l'éducation, voire même au Ministère des cultes, ce qu'est la religion et ce qu'est la foi catholique. « Entités », « fanatiques », « traites à la patrie » voilà autant de mots qu'on nous a jetés à la face. Mais la puissance de notre Catholicisme vit et s'enracine dans une foi inébranlable.

« Il y a 60 ans, il était défendu aux Japonais de devenir Catholiques, aujourd'hui, de par la liberté religieuse, cela leur est permis, mais, en même temps, on prend des mesures qui portent atteinte à notre foi. Quelle contradiction! De notre point de vue, c'est une véritable persécution que nous souffrons de la part du Gouvernement. Voyons donc, pareilles choses devraient-elles exister dans un pays de si haute culture que le nôtre?

« Sans doute, entretemps, nous nous résignons à cette persécution; mais lorsqu'on apprendra dans tous les milieux de notre patrie que l'Eglise catholique ne sera jamais subjuguée, on se portera peut-être aussi d'une façon plus générale, avant de nous croire: entités, bornes, traites, etc., — à savoir un peu mieux ce qu'est cette Religion Catholique!

« Voici donc ce que je souhaite, notamment, pour la nouvelle année, c'est qu'on examine mieux: Primo, si vraiment, parmi les Catholiques, il y a des éléments subversifs; Secundo, pourquoi il existe un problème concernant les visites aux temples shintoïstes; Tercio, si vraiment les Catholiques sont si vils et si déraisonnables qu'ils doivent être considérés comme des sans-patrie et des traîtres.

« Parmi les nombreux Japonais, il y en aura certainement un bon nombre qui nous comprendront.

« Ah! si l'on voulait consacrer quelques heures des 365 jours de l'année à l'étude de ce que professent les 365 millions de membres de l'Eglise Catholique, à la doctrine de cette Eglise, à sa vie, à ses œuvres! Surtout si l'on vou-

lait examiner de plus près l'attitude des Catholiques à l'égard de leur pays, de ses institutions, de ses lois, l'on constaterait bien vite, que, pour le pauvre Japon, comme pour tout autre pays, pour le Japon si cruellement menacé au point de vue moral et social, il n'y a de salut que par une religion qui est basée sur la Vérité.

« C'est donc dans ce sens que je formule mes vœux pour l'Année Nouvelle. Je souhaite que pendant cette nouvelle année le Peuple et le Gouvernement progressent l'un et l'autre dans cette direction, ne fût-ce que d'un seul pas, en avant! »

Nous acclamons le fier langage de Mgr Hayasaka. L'Evêque de Nagasaki y apparaît sans peur et sans reproche remplissant à la fois son devoir de citoyen et son devoir d'Evêque, qui ose et qui peut dire la vérité à ses compatriotes, — justement parce que ceux-ci sont non seulement ses ouailles, mais aussi ses compatriotes, et parce que lui n'est pas seulement leur Evêque, mais qu'il est d'abord leur concitoyen.

### L'Eglise Catholique Noire au Congo

Léopoldville, capitale du Congo Belge, s'est dignement préparée à recevoir S. Exc. Mgr Dellepiane, Délégué Apostolique au Congo Belge, qui y est arrivé le 27 avril dernier, jour de Pâques closes. Préparation surtout morale: la seule importante!

En effet, le dimanche 2 mars dernier, S. Gr. Mgr De Cleene, Vicaire Apostolique de Léopoldville, conféraient les premiers ordres mineurs à deux séminaristes noirs de son vicariat MM. les Abbés Alphonse Nsumbi et Philippe Ngidi, saisi cette occasion pour faire, dans l'Eglise pro-cathédrale, devant la foule des Noirs assistant à l'ordination, quelques déclarations profondément éducatrices pour la chrétienté de Léopoldville.

Quelques semaines plus tard, on en recevrait l'écho en Belgique par les extraits qu'en reproduisait une lettre très remarquable et très remarquée adressée à Mgr De Cleene par un de ses ordinands, M. Ngidi, et publiée le 29 mai, dans les colonnes de La Libre Belgique.

Cette lettre, les passages du discours de Mgr De Cleene qu'elle reproduit et le fait même de sa publication dans La Libre Belgique sont trois gestes consécutifs dont l'importance n'échappera à personne.

Voici comment s'exprime M. Ngidi en pensant aux jugements défavorables souvent portés sur nous, peuple du Bas-Congo, par des civilisés tant laïques que religieux, nous ne pouvons revenir de notre étonnement en vous voyant multiplier votre sollicitude pour ce peuple.

Notre Grandeur n'ignore pas que le grand nombre des civilisés pensent de nous. Mais vous, Monseigneur, vous ne pensez pas comme eux.

Ce qui nous a le plus touchés et conduits à cette réflexion, ce fut votre discours adressé au peuple réuni dans l'Eglise.

« Mes enfants, leur disiez-vous, aujourd'hui, s'accomplit ici cette Vérité: le dogme de la Catholique ou de l'Universalité de l'Eglise de ces peuples. »

Cela dit, vous avez souligné ces derniers mots en disant: « Nous, missionnaires, nous ne sommes pas venus pour demeurer dans votre pays. Ce territoire ne nous appartient pas; au point de vue « missions », il appartient au Souverain Pontife, dont le siège est à Rome. »

« Notre mission, à nous, c'est d'établir l'Eglise Catholique en lui donnant des dirigeants, des chefs pris au milieu de vous, parmi vos enfants... »

Et, tandis que vous nous tourniez vers nous pour nous parler de nos nouvelles obligations, le peuple avait le regard fixé sur nous et il comprit que l'Eglise Catholique, notre Eglise à nous, l'Eglise noire était conçue.

On devine dès lors l'atmosphère dans laquelle le Délégué du Saint Père fut reçu à Léopoldville.

Accueilli à sa descente du train par Mgr De Cleene et par le R. P. Van der Hoven, Provincial des Pères de Scheut, — par MM. Van de Capelle, Secrétaire Général du Gouvernement et Hautefeuille, Directeur Général de l'Enseignement, Représentants du Gouverneur Général, Jungers, Président de la Cour d'Appel, le Major Lebrun, etc, il fut conduit à l'Eglise pro-cathédrale où eut lieu la réception liturgique et le Te Deum.

Mais cela ne suffit pas. La foule voulait acclamer le Délégué du Pape! Il y avait là, en effet, environ un millier d'Européens, en grande majorité des Belges, et plus de sept mille Noirs. Alors, le Vicaire Apostolique conduisit le Délégué du Saint Père à la loggia de la Mission. Il y fut accueilli par une ovation sans fin.

« Puis, — ainsi parla le rédacteur italien de l'Agence Fide dans le récit qu'il en fait! — avant obtenu un peu de silence, Mgr De Cleene prit la parole en langue indigène pour annoncer que le Délégué Ap. st. qui désirait donner à la foule la

Bénédiction au nom de Sa Sainteté le Pape. Il y eut alors, dans un silence impressionnant, entre la foule agenouillée et le Prélat béni, un moment d'extase et de ferveur communautaire, qui dut réjouir et récompenser un peu les Missionnaires qui, à Léopoldville, se dévouent à l'élevation de l'âme indigène.

« L'Eglise telle qu'elle est » en face des Noirs

Il y a une difficulté nouvelle à faire connaître aux âmes droites qui l'ignorent: « L'Eglise telle qu'elle est »: sa doctrine, sa vie, son âme maternelle.

Tant de malentendus ont été semés dans tous les milieux et le silence de tant de Catholiques a permis leur diffusion. Ces malentendus et ces silences sont le plus grand obstacle à l'Evangélisation. C'est dire la joie profonde que nous avons éprouvée en lisant un grand et sincère éloge de la Doctrine et de l'Action Catholiques dans un périodique qui n'est guère spécialiste de chroniques religieuses, mais qui est simplement ouvert et loyal: La Dépêche Africaine.

15 juin 1930. Le sous-titre de ce journal en expose le programme: « Grand organe républicain indépendant de Correspondance entre les Noirs et d'Etudes des Questions Politiques et Economiques Coloniales. »

Et d'abord, l'article de fond de ce numéro signé par M. R. Cénac Thaly, un Noir des Antilles, fait plusieurs allusions au premier article de notre numéro de mars. Il rappelle le sang que tant de Sennégais ont versé en France pendant la guerre et, à l'instar d'Alice Munet qui soigna les blessés noirs, l'auteur s'écrit: « Les soins du corps ne suffisent point; il faut éduquer l'âme. »

Mais c'est plus loin dans ce même numéro que nous voudrions arrêter nos lecteurs pour leur faire connaître ce que pense la rédaction de La Dépêche Africaine, qui, citant longuement notre revue, se prononce explicitement — et avec quelle noblesse et quelle franchise — sur la doctrine de l'Eglise en matière sociale et coloniale.

« Nous reproduisons aujourd'hui ci-dessous, afin que nos concitoyens sachent désormais, quelle que puisse être par ailleurs la confession à laquelle ils ressortissent, de quel côté se trouvent leurs vrais défenseurs, le passage essentiel de la remarquable et substantielle étude que le Dr H.-C.-E. Zacharias vient de faire paraître dans le Bulletin des Missions, numéro de mars de l'année en cours. »

« Nous sommes assurés que notre jugement sera le leur. »

A notre tour, nous rendons hommage à la grandeur d'âme qui inspire ces lignes. Nous sommes heureux de pouvoir servir nos frères Noirs en les mettant en contact avec la pensée de l'Eglise et nous remercions La Dépêche Africaine de l'accueil si large que, depuis plusieurs mois, elle fait à nos exposés de la Doctrine Sociale Catholique. Puisqu'elle veut bien croire à notre dévouement sincère et désintéressé pour la Race Noire, nous lui renouvelons ici l'expression de notre sympathie la plus affectueuse. L'Eglise a reçu pour mission de « rendre témoignage à la Vérité »; ceux qui veulent bien à lui accorder l'audience qu'elle mérite parviennent rapidement à connaître l'Eglise « telle qu'elle est ». L'espoir qu'ils pla-

cent en elle ne sera pas confondu!

Au Japon

Le traité naval de Londres est approuvé par le conseil privé

Tokio, 1er octobre. — Le Conseil privé dans une séance plénière à laquelle assistait l'Empereur, a approuvé à l'unanimité le traité naval de Londres. La ratification officielle est attendue pour jeudi.

Aux Etats Unis

L'inauguration d'un service de rapports météorologiques

La compagnie Radiotélégraphique de New-Jersey, inaugurera à l'automne un service de rapports météorologiques, destiné aux paquebots transatlantiques en liaison avec les services télégraphiques anglais du côté européen.

Le général Gouraud est acclamé par la foule

Des milliers de spectateurs ont accablé le général Gouraud, qui vient assister au congrès de la légion américaine.

En Autriche

Les prochaines élections autrichiennes

Selon la « Freiheit » les chrétiens sociaux et les Heimwehren se présenteraient sur une liste commune aux prochaines élections. Ce journal ajoute que les Heimwehren annoncent un défilé de 40 000 hommes dans les rues de Vienne pour le 9 Novembre.

Le Conseil des ministres d'Autriche. Vienne. — Le Conseil des ministres soumettra au président de la République un décret dissolvant le parlement et fixant les élections au 9 novembre.

En Angleterre

La conférence impériale

Londres. — Répondant aux messages que les délégués à la conférence impériale ont adressés au Roi, en lui témoignant leur joie de son rétablissement et lui transmettant leurs sentiments de respect et de loyauté, les souverains ont envoyé un message déclarant que le roi suivrait les progrès des délégués de la conférence.

Les premiers Dominions accompagnés de leurs conseillers se sont réunis dans l'après-midi, sous la présidence de M. MacDonald, pour étudier le programme de la conférence. Près de dix comités et sous-comités ont été créés.

Les premiers ministres se réuniront demain matin sous la présidence de M. MacDonald.

On s'abonne sans frais à la Tribune Indochinoise dans tous les Bureaux de Poste de l'Indochine.

## QUELQUES MAXIMES

Un cœur ! Une chaumière et

surtout!!!... Une Conduite

TOUT ACIER

CITROËN C4 C6

Tel est le rêve de nos amoureux modernes

## Dinh-vân-Hoat & Bui-dinh-Tu

Kể từ ngày 1er mai trở về sau, hàng này đã giao lại cho chúng tôi. Chúng tôi đã chỉnh đốn lại, có thợ máy giỏi, thợ sơn khéo, đồng thùng xe và máy mui đệm rất cần thận. Có nhận làm đồ ngội, đồ tiện, quần magnéto, sửa dynamo và sửa đèn xe hơi nữa. Giá tính phải chăng, xin đồng-bào chiếu cố.

Kính cáo,

Garage NAM-HIỆP-THÀNH,

168, BOULEVARD-GALLIENI.

(Đường xe điện giữa đ Cholon-Saigon)

### NOUVELLES DE TONKIN

#### Relèvement des traitements des Services Civils

Hanoi, 2 Octobre (Arip). — Le Gouverneur général a informé récemment le

Gouverneur général de la signature d'un décret relevant les traitements de présence de ce personnel des administrateurs des services civils à compter du 1er juillet 1929 et du 1er Octobre 1930. Le Ministre a informé en même temps le Gouverneur général qu'un décret relevant pour compter des mêmes dates les traitements de présence du personnel des bureaux des services civils interviendrait ultérieurement. Dès que ce second décret aura été pris et lui aura été notifié, le Gouverneur général procédera au relèvement des traitements de présence des personnels des cadres locaux pour compter du 1er Juillet 1929 et du 1er Octobre 1930, ces relèvements étant déduits de ceux accordés aux fonctionnaires des services civils conformément à la méthode employée jusqu'à ce jour.

Le Ministre des Colonies, d'autre part, a informé le Gouverneur général qu'il approuvait dans leur ensemble des propositions qui lui ont été présentées à la suite des travaux de la commission réunie à Saigon au mois de mai dernier, sous la présidence de l'inspecteur général des Colonies Le Conte, en vue de fixer de façon définitive la rémunération des fonctionnaires indochinois. Le Ministre a fait cependant une réserve en ce qui concerne l'adoption du barème type des traitements établi par la commission: il estimait que ce barème-type ne peut être mis en vigueur qu'avec l'assentiment du Ministre du Budget, nécessaire pour que l'adaptation de ce barème-type aux traitements des personnels régis par décret puisse s'effectuer.

Aux Etats Unis

L'inauguration d'un service de rapports météorologiques

La compagnie Radiotélégraphique de New-Jersey, inaugurera à l'automne un service de rapports météorologiques, destiné aux paquebots transatlantiques en liaison avec les services télégraphiques anglais du côté européen.

Le général Gouraud est acclamé par la foule

Des milliers de spectateurs ont accablé le général Gouraud, qui vient assister au congrès de la légion américaine.

En Autriche

Les prochaines élections autrichiennes

Selon la « Freiheit » les chrétiens sociaux et les Heimwehren se présenteraient sur une liste commune aux prochaines élections. Ce journal ajoute que les Heimwehren annoncent un défilé de 40 000 hommes dans les rues de Vienne pour le 9 Novembre.

Le Conseil des ministres d'Autriche. Vienne. — Le Conseil des ministres soumettra au président de la République un décret dissolvant le parlement et fixant les élections au 9 novembre.

En Angleterre

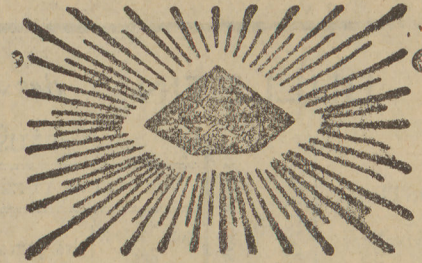
La conférence impériale

Londres. — Répondant aux messages que les délégués à la conférence impériale ont adressés au Roi, en lui témoignant leur joie de son rétablissement et lui transmettant leurs sentiments de respect et de loyauté, les souverains ont envoyé un message déclarant que le roi suivrait les progrès des délégués de la conférence.

Les premiers Dominions accompagnés de leurs conseillers se sont réunis dans l'après-midi, sous la présidence de M. MacDonald, pour étudier le programme de la conférence. Près de dix comités et sous-comités ont été créés.

Les premiers ministres se réuniront demain matin sous la présidence de M. MacDonald.

On s'abonne sans frais à la Tribune Indochinoise dans tous les Bureaux de Poste de l'Indochine.



Tham bản đồ nữ trang và một số  
44, rue Cathalin - SAIGON

O. M. IBRAHIM & Co

Bản đồ các thứ đồ nữ trang bằng vàng và bạc-kim (platin) một số thứ đồ nữ trang không ai có, một số đồ nữ trang đã bán hết hàng tại, có cả và Medalion và các đồ khác như nhẫn, dây chuyền, v.v.

Chia bán thật rẻ xin các bạn chú ý không bỏ qua.

Publicité de la Société Internationale d'Épargne

3<sup>me</sup> paragraphe

... le montant du remboursement partiel des bénéfices est donc pour ce mois de: Quatre vingt quinze piastres 70 cents

(au lieu de Quatre Vingt Dix piastres 70 cents)

... Ces deux Porteurs de titre touchent donc chacun un remboursement de Quarante sept piastres 85 cents.

(au lieu de Quarante Cinq piastres 35 cents)

A VENDRE

Citroën C 4 familiale 7 places état neuf CC 300 prix 2 800 \$.

Torpédo 2 place 8 CV entièrement revisée à neuf Sénéchal C. 3385. Prix 800 \$.

S'adresser 17 Bd. Luro ou au Garage BAINIER

SOCIÉTÉ ANNAMITE DE CONSTRUCTIONS

Société anonyme au capital de 100.000 \$

AVIS

Messieurs les Actionnaires qui n'ont pas encore versé leur part sont priés d'en effectuer le versement avant le 20 Juin 1930, à la Société Annamite de Crédit à Saigon ou à Vinhlong.

Pour tous renseignements, s'adresser à Monsieur Nguyen-van-Sâm, 72, Rue Laurandière Saigon.

A vendre

Voisin. Berline de grand luxe, 5 places, 13 C.V. 6 cyl. N° CB. 892, ayant roulé à peine 20 000 km. Comme neuve, 4.500 p. S'adresser 56, Pellerin, Saigon.

# LES PADDYS DES RIZIERES OU L'ON A MIS DES ENGRAIS MARQUE «POISSON» SE VENDENT FACILEMENT ET A DES PRIX AVANTAGEUX

EN VENTE A LA  
Société nouvelle des Phosphates du Tonkin

Le Directeur Général: BUI-QUANG-CHIEU.

SAIGON — Imp. NGUYEN-KHAC, 22, Rue La Grandière. — NGUYEN-KHAC-NHUNG

32, Boulevard d la Somme, SAIGON.

Et dans toutes ses Agences.